



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/L-information-c-est-notre-affaire-Appel-a-une-deuxieme-session-des-Etats>

« L'information, c'est notre affaire » - Appel à une deuxième session des Etats généraux pour le pluralisme

- Notre association - Nos a



généraux pour le pluralisme (2005-2008) - De l'audition des forces politiques (2007) à la deuxième
Date de mise en ligne : mardi 5 février 2008
session (2008) -

Description :

À toutes celles et à tous ceux qui entendent résister à l'information et à la culture mercantiles...

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Le 3 octobre 2005, était lancé un [appel à des Etats généraux pour une information et des médias pluralistes](#). Cet appel a été suivi notamment d'une [Rencontre nationale des médias associatifs](#) tenue à Marseille en mai 2006 et d'une première session des Etats généraux qui s'est déroulée le 30 septembre 2006. Une [Déclaration finale](#) de cette session a été adoptée.

« L'information, c'est notre affaire » est un appel à une nouvelle session : le 17 mai 2008, à Paris.

À Sarkoland, le pouvoir politique et le pouvoir médiatique se tiennent par la main.

Rarement, depuis des décennies, l'interdépendance entre le premier, administré nationalement par un chef de clan, et le second, détenu par une oligarchie de plus en plus concentrée, a atteint un tel degré.

Faut-il le rappeler ? Pour remplir leur fonction démocratique, les médias devraient être soustraits à l'emprise des pouvoirs économique et politique. Or, ce n'est manifestement le cas ni des médias privés, ni des médias publics. Les logiques financières qui prévalent dans les premiers ont désormais gagné les seconds, au point que le secteur public ne semble devoir son maintien qu'à la perpétuation de sa dépendance politique : un maintien dans un périmètre de plus en plus réduit et une dépendance accrue si, telle qu'elle est prévue, la suppression de la publicité au seul bénéfice des chaînes privées devait être confirmée. Quant aux médias qui ne relèvent pas du secteur public ou qui ne sont pas assujettis à des groupes financiers - et notamment les médias du tiers secteur associatif - ils sont fragilisés, voire asphyxiés.

C'est pourquoi la qualité et la diversité de l'information (mais aussi du divertissement et de la culture) sont gravement compromises. L'enjeu est d'importance. Le droit à l'information - le droit d'informer et le droit d'être informés - ne doit pas être simplement proclamé : il doit être garanti (comme tous les droits sociaux aujourd'hui menacés par la conjugaison du libéralisme économique et de l'autoritarisme politique) et bénéficier en conséquence des ressources correspondantes.

L'information, c'est notre affaire. Ce n'est ni celle des gouvernants et des propriétaires des médias, ni celle des chefferies éditoriales et des prétendues élites qui les servent, ni celle des publicitaires qui la défigurent et des chargés de communication qui la maquillent. C'est celle de chacun et de tous, et particulièrement des journalistes professionnels, des médias du tiers secteur, des associations d'usagers et de critique des médias, des syndicats et des associations. Le droit d'informer devrait être accessible à tous ; tous devraient disposer des moyens appropriés de l'exercer. Quelles propositions, quelles actions pour les obtenir ?

L'information, est un bien public. Ce n'est pas - ce ne devrait pas être - un bien privé dont les propriétaires des médias, le patronat et les gouvernants disposent à leur gré, en multipliant notamment - visibles ou invisibles - les censures arbitraires, ainsi que les secrets discrétionnaires. Le droit d'être informé ne devrait excepter aucun aspect de la vie économique, sociale, culturelle et politique. Quels moyens, quelles actions pour le protéger et le développer ?

Parce que le Sarkoland n'est pas un parc de loisirs, parce que la garantie du droit à l'information exige une mobilisation à la hauteur des enjeux, parce que la « civilisation » que nous promettent l'accélération des concentrations, la marginalisation du secteur public et l'étouffement des médias associatifs et indépendants, n'est pas la nôtre.

Nous appelons tous les citoyens attachés à une information indépendante et pluraliste, les journalistes, créateurs et salariés des médias, les acteurs des médias associatifs, les intermittents et précaires de tous les métiers de l'information et de la culture, les militants et responsables des mouvements syndicaux, associatifs et politiques, les mouvements d'éducation populaire, toutes celles et tous ceux qui entendent résister à l'information et à la culture mercantiles, à se joindre aux Etats généraux pour une information et des médias pluralistes (qui tiendront ainsi leur deuxième session).

« L'information, c'est notre affaire »

Appel à une deuxième session des Etats généraux pour le pluralisme

Samedi 17 mai 2008 à Paris

Liste provisoire des premiers signataires (mars 2008) : ACJ (Association des Cyberjournalistes) - Acrimed (Action-Critique Médias) - ATTAC - CMTS (Convergence des Médias du Tiers Secteur) - Corali (Coopération des radios libres) - Ecran d'Arrêt - Fédération Syndicale unitaire (FSU) - FNVD PQ (Fédération Nationale des Vidéos de Pays et de Quartiers) - Fokus 21 - Le Dispositif - Métazone TV - Le Sarkophage - Radio Galère (Marseille) - Les Pieds dans le PÂF - Primitivi - RACCF (Rassemblement contre la casse de France Culture) - Rézo citoyen - SNJ (Syndicat National des Journalistes) - SNJ-CGT (Syndicat National des Journalistes-CGT) - Sud-AFP - Sud Culture Solidaires - Union Syndicale Solidaires.

Les formations politiques qui avaient soutenu la première session ont été à nouveau sollicitées pour apporter leur soutien. Certaines réponses sont encore attendues.

Adresse du site [\[1\]](#)

[\[1\]](#) N'est plus disponible (juillet 2010)